

## Études d'histoire religieuse



Marie-Paule Malouin, dir., *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*, Montréal, Bellarmin, 1996, 458 p. 30 \$

Micheline Dumont

Volume 63, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1007543ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1007543ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumont, M. (1997). Compte rendu de [Marie-Paule Malouin, dir., *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*, Montréal, Bellarmin, 1996, 458 p. 30 \$]. *Études d'histoire religieuse*, 63, 133–136.  
<https://doi.org/10.7202/1007543ar>

Tous droits réservés © Société canadienne d'histoire de l'Église catholique, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-d'utilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Comment les intervenants professionnels composaient-ils, dans leur pratique quotidienne, avec ces points de vue contradictoires? Autrement dit, comment s'articulaient discours et pratiques de la sexualité? L'analyse des discours des principaux intéressés, par l'entremise d'histoires de vie, d'autobiographies ou encore de journaux intimes, permettrait de saisir les appropriations et la mise en oeuvre et en pratique des normes sexuelles.

Roch Hurtubise  
Département de service social  
Université de Sherbrooke

\* \* \*

Marie-Paule Malouin, dir., *L'univers des enfants en difficulté au Québec entre 1940 et 1960*, Montréal, Bellarmin, 1996, 458 p. 30 \$

Rédigé entre 1992 et 1993, cet ouvrage collectif est le résultat du mandat qui a été confié, à l'automne 1992, par la Conférence religieuse canadienne (section du Québec) et l'Association des supérieurs majeurs de Montréal à un groupe de travail. Ce groupe avait reçu le mandat de faire la lumière sur le débat des «Enfants de Duplessis»:

expliquer et circonscrire les responsabilités confiées, par les autorités gouvernementales et ecclésiales, aux congrégations religieuses; clarifier l'impact de l'autorité détenue par les congrégations sur l'organisation des services; étudier les pratiques médicales en vigueur dans les diverses institutions, en regard des connaissances et de l'éthique médicale de cette époque; établir le contexte juridique du temps, en ce qui concerne en particulier les droits reconnus aux enfants, et plus spécifiquement, les règles régissant le monde scolaire; analyser les pratiques éducatives et surtout les mesures disciplinaires appliquées en éducation pendant les décennies quarante et cinquante, et les mettre en parallèle avec les pratiques en usage dans les établissements destinés aux enfants «placés»; préciser enfin les sources et les modes de financement des institutions hébergeant des enfants (p. 13).

L'ouvrage qui en est résulté permet de dire que ces objectifs ont été atteints.

On devine, derrière ce large mandat, l'intention d'éclairer les principales accusations qui ont été faites aux congrégations religieuses dans les procédures judiciaires collectives et individuelles qui ont résulté de la révélation du sort des enfants placés en milieu institutionnel durant les années 1940-1960. En dépit de son caractère commandité, cette recherche a cependant été faite, nous affirme le préambule, avec la rigueur des méthodes scientifiques en sciences sociales. On a eu recours à une équipe de professionnels en histoire et en sociologie, sous la direction de Marie-Paule Malouin, chercheure d'expérience dans le champ de l'histoire et de la sociologie de l'éducation.

La recherche couvre un très large éventail de problèmes sociaux qui ont pour effet de placer des enfants dans des institutions spécialisées et tente de

fournir les explications contextuelles indispensables. Deux chapitres plus généraux exposent d'abord le cadre global de cet inventaire: après avoir décrit le développement de l'assistance publique au Québec, à travers les diverses modulations du «concordat» qui unit l'Église et l'État (Ch. 1), on examine la philosophie de l'éducation, qui sert de cadre idéologique aux établissements qui hébergent des enfants (Ch. 2). Par la suite, on présente une série d'analyses sur les phénomènes qui ont eu une incidence sur le placement des enfants: les maternités hors-mariage (Ch. 3); le sort des enfants dits «illégitimes» dans les crèches qui les ont accueillis (Ch. 4); l'émergence de la loi des mères nécessiteuses de 1937 et des exclusions qui y étaient liées (Ch. 5); la vaste question des orphelinats et des orphelins (Ch. 6), qui apporte des précisions sur le statut familial réel des enfants qui étaient hébergés dans ces institutions: la majorité de ces enfants avaient une famille; la délinquance juvénile (Ch. 7), à cause de son incidence sur les placements d'enfants en milieu institutionnel; les malades mentaux et les asiles d'aliénés (Ch. 8), à cause du placement dans des institutions psychiatriques d'enfants qui étaient exclus même du système d'institutions qui leur étaient destinées; l'éducation de la déficience mentale (Ch. 9), compte tenu des problèmes de développement intellectuel et affectif qui caractérisent souvent les enfants dont la vie s'est déroulée complètement en institution. À la fin de l'enquête, on nous présente le processus de fermeture des principales institutions à partir des années 1960 et les conditions qui peuvent expliquer cette décision (Ch. 10). La conclusion, comme l'ensemble de l'ouvrage, propose des explications globales de caractère historique et sociologique.

Ce vaste panorama a été établi le plus souvent à partir de nombreuses études de provenance diverse. On a utilisé, entre autres, une bonne partie de tous les mémoires de service social qui ont été rédigés durant les années 1940 et 1950, mais il semble bien qu'on n'ait guère retenu les problématiques qui étaient utilisées à cette époque pour examiner ces questions. Ce sont les informations descriptives qui ont été surtout utilisées. On a examiné surtout les études plus récentes qui ont été produites dans les départements d'histoire ou de sociologie des universités, études qui présentent des problématiques renouvelées. Les rapports d'enquête publics des années 1930 à 1970, les annuaires statistiques, sont largement mis à contribution ainsi que les lois qui régissent les principales institutions. On a eu recours également aux articles de périodiques d'époque ainsi qu'à des publications institutionnelles. Exceptionnellement, on a utilisé des documents d'archives. C'est le cas du chapitre 9, qui aborde la question très controversée du changement de vocation du Mont-Providence. Cette institution, d'abord vouée à la réhabilitation des enfants présentant des problèmes de déficiences multiples, a dû se transformer, en 1954, en institution psychiatrique traditionnelle, privant ainsi ses pensionnaires des programmes de rééducation qui avaient été

conçus pour eux. Il est symptomatique que les membres de l'équipe de recherche aient eu accès à ces archives, puisque le changement de vocation du Mont-Providence constitue sans doute un élément central du débat public.

On doit regretter l'absence de bibliographie à la fin de l'ouvrage, ainsi que la méthode utilisée pour les références infrapaginales. L'adresse bibliographique de chaque ouvrage n'est donnée qu'une seule fois, de sorte qu'on doit souvent chercher longtemps un titre lorsqu'il est cité dans des chapitres différents.

On a tenu à rattacher l'analyse de chacune des questions à des problématiques plus générales. Tout d'abord, les rapports entre l'Église et l'État au Québec. Ensuite, l'analyse des rapports de classes, «la clientèle des établissements destinés aux enfants en difficulté étant constituée en majorité de jeunes d'origine très modeste et même pauvre» (p.16). Enfin, la problématique des rapports entre les hommes et les femmes, puisque les enfants placés en institution sont majoritairement sous la supervision des femmes qui y travaillent, les religieuses. Si les deux premières problématiques nous sont plus familières, la troisième est nouvelle pour examiner ces questions. Dans le cours de l'ouvrage, elle n'est pas toujours présentée avec adresse, mais on doit convenir que la présence de cette problématique apporte des informations et des considérations tout à fait inédites pour éclairer les questions examinées. En effet, le double standard sexuel est indispensable pour comprendre la question des mères célibataires, celle des mères nécessiteuses et celles des enfants dits «illégitimes». Quant à la question de la gratuité présumée du travail des femmes, elle est au coeur de l'organisation sociale qui a permis le fonctionnement économique de tant d'institutions durant des décennies. Cette perspective a le mérite d'interpeller toute la tradition patriarcale de la société au lieu de cibler exclusivement l'institution religieuse.

Une lecture superficielle peut laisser croire à une plaidoirie en faveur des congrégations religieuses. Cette recherche était subventionnée, certes, mais elle est rigoureuse. Les personnes qui ont suivi dans les médias les discussions autour des «enfants de Duplessis» seront heureuses d'obtenir enfin des informations exactes autour des accusations qui ont déferlé, notamment, sur l'«affaire du Mont-Providence». Est-il possible d'écrire sur ce tragique épisode de notre histoire collective sans intention politique? L'objectivation que permet la recherche historique peut-elle se superposer à la subjectivité des victimes d'un système qui a duré trop longtemps? La lecture de l'ouvrage dirigé par Marie-Paule Malouin est un indispensable

complément à celle de *Mémoire d'asile* de Bruno Roy. La vérité historique est toujours multiple. Il est fort sain de s'en souvenir.

Micheline Dumont  
Université de Sherbrooke

\* \* \*

Josée Desbiens, *Le collège Regina Assumpta 1955-1995. Quarante ans d'éducation au féminin*, Montréal, Fides, 1995, 479 p. 40 \$

Fondée par la Congrégation de Notre-Dame en 1889 à Montréal, rue Saint-Urbain près de Prince-Arthur, l'Académie Saint-Urbain donnera naissance au «collège» Regina Assumpta (R.A.), installé à l'extrême nord du quartier Villeray en 1955. Pourquoi ce déménagement? À cause de la vétusté de l'édifice comme des besoins d'agrandissement de l'Hôpital Sainte-Jeanne d'Arc. Mais aussi, selon l'annaliste citée par Desbiens, parce que «beaucoup de nos bonnes familles habitent le nord de la ville. La rue Saint-Laurent et ses abords sont devenus l'habitat de tous les émigrés, des communistes ou des tenanciers de maisons de désordres» (p.67).

R.A. connaît d'abord une période d'expansion: 515 élèves en 1955, 909 dix ans plus tard. Aux niveaux élémentaire et secondaire, s'ajoutent très tôt les quatre dernières années du cours classique. Dans le budget, toujours déficitaire, les trois quarts des revenus proviennent des frais payés par les élèves.

En 1966, commencent des années difficiles marquées par la réforme scolaire et la chute de l'effectif religieux. À R.A., diverses stratégies sont mises en oeuvre. On essaie la formule du consortium avec des collèges voisins. Mais la C.N.D. décide bientôt de ne maintenir que le Collège Marguerite-Bourgeoys. Les classes du collégial de R.A. ferment en 1967. La maison s'associe à la C.É.C.M. et reçoit, pendant trois ans, des élèves du secteur public. Entre-temps, en vertu de la loi 56, les écoles privées peuvent recevoir 80% du coût moyen d'un élève du secteur public. En 1970, R.A. devient une institution secondaire privée reconnue d'intérêt public. La moitié de ses revenus vient dorénavant de subventions gouvernementales. Si le bilan financier de l'élémentaire de R.A. demeure déficitaire, celui du niveau secondaire devient excédentaire. Voilà sans doute pourquoi on ferme les classes de l'élémentaire.

À partir de 1971-72, nouvelle ère d'expansion: 857 élèves en 1971-72, 1402 en 1983-84. Des annexes s'ajoutent à l'édifice. En 1981, le mode de financement des écoles privées change. On prévoit une diminution de la subvention gouvernementale. L'école admet donc plus d'élèves, augmente les frais de scolarité et le nombre d'élèves par classe. Dans le budget de